

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

ARRÊTE MUNICIPAL TEMPORAIRE N° 2022-006

PORTANT RÈGLEMENT D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC, DU
STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION
Au niveau du 6 rue du Bac.

Le MAIRE de la Commune de TRILPORT

VU le Code Général des collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2212-1, L 2212-2 et L.2213-2,

VU le Code de la Route et les décrets subséquents,

~~VU la demande en date du 21 octobre 2021 de l'entreprise ETS MIGUEL représentée par Madame Chloé Miguel, sise 12 bis rue du Château à Nanteuil lès Meaux concernant l'installation d'un échafaudage au niveau du 6 rue du Bac à compter du 02 février 2022 et jusqu'à la fin des travaux.~~

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'Autorité communale de prendre toutes les mesures propres à assurer la commodité et la sûreté de la circulation et du stationnement dans l'agglomération de TRILPORT notamment au niveau du 6 rue du Bac durant l'occupation du domaine public par ETS MIGUEL à compter du 02 février 2022 et jusqu'à la fin des travaux.

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

A compter du 02 février 2022 et jusqu'à la fin des travaux, l'entreprise ETS MIGUEL est autorisée à occuper le domaine public pour l'installation d'un échafaudage au niveau du 6 rue du Bac à Trilport.

Le stationnement sera neutralisé au droit du chantier.

Le cheminement des piétons devra être maintenu, sécurisé.

L'échafaudage ne devra pas empiéter sur la chaussée.

L'entreprise devra prendre toutes les mesures de sécurité afin de ne provoquer aucun accident.

ARTICLE 2 :

En vue d'assurer la sécurité des riverains et des automobilistes, la mise en place de la signalisation, à l'aide de barrières, ainsi que sa maintenance seront assurées par l'entreprise.

Le présent arrêté devra être affiché à chaque extrémité du trottoir 48h à l'avance par l'entreprise.

ARTICLE 3:

L'autorité territoriale se garde le droit de modifier ou d'abroger le présent arrêté si l'un des articles de celui-ci n'est pas respecté ou que la circulation l'impose.

Tous contrevenants au présent arrêté s'exposent à la verbalisation et à l'enlèvement de leur véhicule conformément à l'article R417-10 du code de la route.

Le présent arrêté à compter de son caractère exécutoire peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois.

ARTICLE 4 :

- Monsieur le Sous-Préfet de Seine et Marne,
 - Madame Chloé MIGUEL,
 - Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de Trilport
 - Madame la Directrice des Services Techniques de la Mairie de Trilport,
 - Madame la Responsable de la Police Municipale de la Commune de Trilport,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée.

Fait, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME AU REGISTRE DES ARRÊTES

Document transmis par voie électronique à la Sous-Préfecture de Meaux

Le : **31 JAN. 2022**

Publié le : **31 JAN. 2022**

ACTE RENDU EXECUTOIRE

(Art. L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales)

TRILPORT, le 31 janvier 2022

De la Mairie de Trilport
Jean-Michel MORER,
Maire de Trilport

